

Élection partielle du 7 mars

Les candidats sortent de l'ombre

Entre trois et six personnes devraient se disputer les faveurs des Genevois.

Marc Bretton

Ils ne se pressent pas encore au portillon, mais c'est pour bientôt. Lundi, aucun candidat n'avait encore déposé sa candidature à l'élection partielle du 7 mars. Les contours de cette échéance très spéciale se dessinent néanmoins. Selon nos comptes, la première élection partielle au gouvernement depuis 2012 devrait voir s'affronter entre trois et six candidats de partis, davantage si un ou deux indépendants se sentent appelés. On le saura définitivement le 11 janvier, date de clôture des listes.

À tout seigneur tout honneur, le premier candidat sera naturellement le sortant Pierre Maudet. L'annonce de sa démission fin octobre avait lancé le processus

en cours. Poussé dans les cordes par ses collègues à la suite d'importantes tensions dans son département, l'ex-élu PLR avait annoncé qu'il se représenterait et demanderait «au peuple de lui renouveler sa confiance».

Assemblée à Confignon

Alors que les délais internes de candidature du parti sont échus depuis lundi midi, deux candidats PLR se sont mis sur les rangs. Il s'agit de l'avocat et député Cyril Aellen, proche des milieux immobiliers et dernier président du Parti libéral, et de Gilles Rufenacht, membre du comité directeur et responsable des Cliniques des Grangettes et La Colline, proche donc des milieux privés de la santé. Le vainqueur sera sélectionné le 15 décembre lors d'une assemblée qui se tiendra à Confignon. «La personnalité des élus jouera un rôle essentiel dans cette campagne, souligne Bertrand Reich, le président du parti. La personne désignée devra donner l'assurance d'être efficace rapidement.» Dans son opération de reconquête, le PLR pourra

«La personnalité des élus jouera un rôle essentiel dans cette campagne.»

Bertrand Reich

Président du PLR

compter sur l'appui du PDC, qui ne présentera personne. «Nous soutiendrons le candidat PLR qui assurera la majorité de droite au gouvernement, avance la présidente du parti, Delphine Bachmann. Notre priorité à nous, ce sont les élections cantonales, c'est 2023.»

Mais l'union à droite n'ira pas jusqu'à l'UDC. Pour prix de son soutien, celle-ci réclamait un accord en vue d'un apparentement pour les élections cantonales de 2023. Sa démarche a rencontré une fin de non-recevoir envoyée par Bertrand Reich. «On aura tout essayé! Chacun assumera ses responsabilités», riposte la présidente du parti et conseillère nationale Céline Amaudruz. L'UDC décidera la semaine prochaine si elle présente ou pas un candidat. Mais selon un sondage interne réalisé auprès des élus, cette option est probable. Reste à trouver la perle rare, capable de mener campagne et, en cas d'élection, de «bousculer le Conseil d'État et de rétablir les liens avec Berne», explique Céline Amaudruz.

Le MCG, pour sa part, n'ira pas au combat: «Nous entendons mettre toutes nos forces dans la bataille des élections cantonales de 2023», explique Françoise Sapin, vice-présidente et députée MCG. Un soutien à la candidature PLR serait toutefois envisageable, selon le profil du candidat.

Que feront les Vert'libéraux? Le suspense est total. «Vous connaîtrez notre décision mardi soir», explique le secrétaire général Cenni Najj.

L'appui du PS

À gauche, la situation est mouvante. Aucune nouvelle candidate ne s'étant ajoutée avant la clôture de la liste lundi à midi, quatre Vertes sont en lice. Il s'agit de Fabienne Fischer, Marjorie de Chastonay, Maryam Yunus Ebener et Esther Schaufelberger. Toutes exercent ou ont exercé des mandats politiques au niveau cantonal ou communal. Toutes sont membres du comité cantonal du parti. La sélection sera effectuée en assemblée le 8 décembre. «Vu la division à droite entre partisans et adversaires de Pierre Maudet et vu la

dynamique verte, nous avons la possibilité de gagner ce siège», estime le chef du groupe Vert au Grand Conseil, Pierre Eckert.

La candidate Verte pourra compter sur l'appui du PS, qui renonce à briguer un troisième siège au gouvernement. «Le 7 mars ne devra pas être une élection pour ou contre Pierre Maudet, assure le coprésident du parti, Romain de Sainte Marie, mais être l'occasion de donner une nouvelle dynamique au Conseil d'État et à la gauche en vue des élections de 2023.» Reste SolidaritéS. Lundi passé, soulignait «Le Courrier», une assemblée refusait, par 35 voix contre 32, de présenter un candidat. Mais un recomptage est en cours...

En résumé, entre trois et six personnes pourraient s'affronter le 7 mars. Sans compter les candidats hors partis, toujours possibles.



Lire l'éditorial en une:

«Une élection pour poser les enjeux»